

Face au terrorisme, un Etat gaspilleur

● Depuis les attentats du 22 mars, l'efficacité du modèle belge est mise en doute.

● Selon Rik Daems, le niveau fédéral est le plus mal loti.

● Le député libéral préconise de mettre les Régions à contribution pour financer la lutte antiterroriste.

Le fédéralisme, à quel prix ?

Lundi matin, pas moins de quatre chefs de gouvernement se trouvaient au Lambermont, la résidence officielle du Premier ministre, à Bruxelles. Charles Michel (MR), Paul Magnette (PS), Rudi Vervoort (PS) et Geert Bourgeois (N-VA) étaient accompagnés de plusieurs ministres fédéraux, régionaux et communautaires. Motif du rendez-vous: le Comité de concertation, qui réunit une fois par mois les dirigeants des différents niveaux de pouvoir du pays. Comme lors des séances précédentes, les discussions ont beaucoup porté sur la répartition de l'effort budgétaire entre le fédéral et les Régions. Sans qu'un accord définitif ne soit validé.

Du très ordinaire dans la Belgique du XXI^e siècle. A une nuance près: un mois après les attaques terroristes du 22 mars, le débat prend une résonance toute particulière. Les six réformes de l'Etat, échelonnées entre 1970 et 2011, ont-elles introduit une dose massive

d'inefficacité et de gaspillage dans le système belge? La question ne peut plus être ignorée depuis le drame qui a frappé Bruxelles. Et le député flamand Rik Daems (Open VLD) y répond par l'affirmative.

Déperdition faramineuse

En politique, l'ex-ministre des Entreprises publiques est un vétéran: il est parlementaire depuis 1987. Voici quelques mois, pour un séminaire en économie à la KUL, il a bouclé une étude sur l'évolution des dépenses de l'Etat de 1990 à 2014. Sa conclusion est impitoyable: la complexité institutionnelle du pays entraîne une déperdition de moyens faramineuse.

A la lumière des attentats du 22 mars, le propos de Rik Daems acquiert une intensité nouvelle. L'accroissement de la menace terroriste impose en effet de revoir certains cadres de pensée. Comment renforcer la Justice? Comment aider la police et les services de renseignement? Comment, aussi, rendre la Belgique plus aimable aux yeux de l'étranger mais aussi de ses propres citoyens? Toutes ces questions interrogent la manière dont l'Etat fédéral a été détricoté depuis quarante ans.

F.B.

Leçon 1 : les réformes de l'Etat ont coûté très cher à la Belgique

En janvier 2015, un jeune économiste de la KUL, Geert Jennes, publie une étude sur les transferts nord-sud en Belgique et le déficit budgétaire de l'Etat fédéral. En résumé, le document tend à prouver qu'une réduction des flux entre entités flamande et francophone permettrait d'assainir les finances publiques. Son auteur appartient au groupe Vives, souvent proche des thèses nationalistes. Il est aussi conseiller au service d'étude de la N-VA.

A travers le rapport qu'il a rédigé dans le cadre d'un séminaire à la KUL, Rik Daems prend le contre-pied de cette thèse-là. En collectant une montagne de données auprès de la Banque nationale, le député a analysé l'évolution des finances publiques sur une période de vingt-cinq ans. Au premier regard, celles-ci n'ont guère varié, pour se maintenir autour de 50 % du Produit intérieur brut (PIB).

Mais si l'on fait abstraction des charges de la dette, un autre constat se dessine: tous niveaux de pouvoir confondus, les dépenses publiques ont bondi, passant d'environ

40% du PIB en 1990 à plus de 52% en 2014. Explication: les taux d'intérêt n'ont cessé de diminuer au cours des années 1990 et 2000. Les masses ainsi épargnées par l'Etat ont été réinjectées en dépenses.

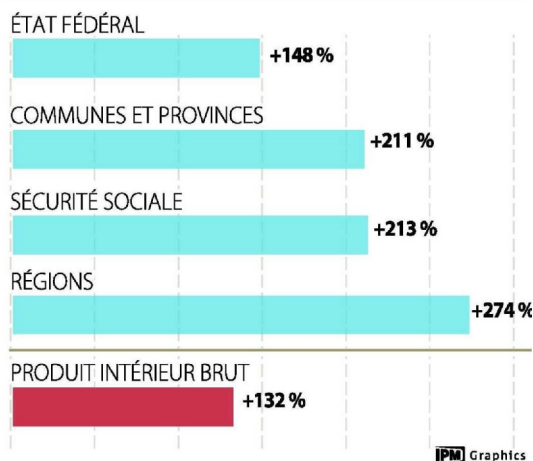
Trois bonds spectaculaires

Sur la période étudiée, les dépenses du fédéral, des Régions, de la Sécurité sociale, des provinces et des communes ont augmenté de 210%. Pendant ce temps, le PIB n'a progressé que de 131%. L'évolution n'a cependant pas suivi un cours linéaire. En fait, les dépenses publiques ont connu trois bonds spectaculaires. Le premier, en 2008-2009, s'explique aisément: il coïncide avec la crise bancaire. Les deux autres, en 1990-1993 et en 2001-2003, sont liés à la nature même de l'Etat belge. Chacun suit de près une réforme de l'Etat: la troisième, qui a transféré l'Enseignement aux entités fédérées, et la cinquième, qui a régionalisé l'Agriculture et le Commerce extérieur.

F.B.

Leçon 2 : le fédéral est le moins bien loti des pouvoirs

Evolution des dépenses sur la période 1990-2014



En vingt-cinq ans, les dépenses publiques ont augmenté dans toutes les strates de l'Etat. Mais avec des proportions variables. Contrairement à une idée reçue, c'est en réalité le pouvoir fédéral qui se montre le moins prodigue. "Si les Régions avaient suivi la même courbe que le fédéral, elles auraient dépensé 18 milliards d'euros de moins au cours de la période 1990-2014", note le rapport de Rik Daems. Pour arriver à ce chiffre, l'auteur a non seulement neutralisé les effets de l'inflation, mais il aussi gommé "les effets de volume", résultant des nouvelles compétences acquises par les Régions à la suite de la réforme de l'Etat de 2001.

Cet enseignement peut interpeller, au moment où la Belgique affronte une menace djihadiste inédite. Car si le niveau fédéral est le plus désargenté (ou le moins bien loti) des différents pouvoirs belges, c'est pourtant lui qui doit assumer l'essentiel de la lutte contre le risque terroriste. La plupart des compétences en matière de sécurité se répartissent en effet entre trois départements fédéraux : l'Intérieur, la Justice et les Affaires étrangères.

F.B.

"Les Régions devraient financer la lutte antiterroriste"

Entretien François Brabant

Le fédéralisme belge est-il mal conçu ? Pour Rik Daems, député Open VLD, ça ne fait aucun doute. Après 40 ans d'erreur, il appelle le pays à se ressaisir, pour mieux affronter le terrorisme.

Plaidez-vous pour un retour en arrière ? Faut-il ramener vers le fédéral des compétences régionales et communautaires ?

Il y a en tout cas une vérité objective. Les réformes de l'Etat successives ont engendré un coût énorme. Et ce coût énorme, ce sont des moyens qui ne sont pas utilisés à d'autres fins. Ceci dit, j'imagine mal une refédéralisation de l'Enseignement... Si on a placé des compétences à tel ou tel niveau, il y a des raisons. Mais sur le plan de la représentation internationale, par exemple, il faudrait plus de coordination. Les agences régionales qui s'occupent de promouvoir les exportations font un excellent travail. Mais une meilleure entente serait salutaire, car parfois, la Belgique rate des affaires en raison de la compétition interne entre la Wallonie, la Flandre et Bruxelles.

Le fédéral apparaît comme le grand perdant des réformes de l'Etat. Pourquoi ?

Le fédéral se retrouve presque seul pour

rembourser la dette. Moi, à titre personnel, je pense que quand on déplace une compétence d'un niveau vers un autre, il faut aussi déplacer la dette correspondant à cette compétence. Si les routes ont été régionalisées, il me semble logique que la dette contractée pour bâtir ces routes soit également régionalisée.

Les six réformes de l'Etat ont été à ce point mal faites ?

Sur le plan financier, cela ne fait aucun doute. Depuis 1970, les réformes de l'Etat ont été conçues à des fins politiques, pas du tout dans une logique d'efficacité. Il y avait des pressions de part et d'autre pour plus de Wallonie et plus de Flandre. Quand on procède ainsi, avec une base idéologique, et non rationnelle, on voit le résultat... Et la manière dont ça s'est fait, c'était toujours sur le dos du fédéral. Ce constat devrait inciter chacun à reconsidérer les choses. Ne doit-on pas revoir le mécanisme général de notre Etat ? A long terme, peut-être. En tout cas, le pays n'est pas prêt pour une nouvelle vague de régionalisations. A moins de pousser le niveau national vers des difficultés extrêmes... Ce serait une erreur de poursuivre dans la même voie que par le passé, de continuer ce que nous avons fait pendant quarante ans. Il faut imposer un stop.

L'Etat fédéral est le moins bien loti des pouvoirs. Et pourtant, il se retrouve en première ligne pour combattre le terrorisme. N'y a-t-il pas un souci ?

Il y a beaucoup plus qu'un souci. Tout moyen que vous n'avez pas pour le fédéral, c'est ce que vous n'avez pas pour la sécurité de tous les citoyens - Wallons, Fla-

mands et Bruxellois. Il me semble évident qu'on doit augmenter les moyens disponibles pour le fédéral, et en ce qui me concerne, on peut le faire en mettant les Régions à contribution.

"Ce serait une erreur de continuer ce que nous avons fait pendant quarante ans."

RIK DAEMS